

6° le matériel de soins lourd.

Ces frais ne peuvent faire l'objet d'une facturation distincte aux organismes assureurs ou aux bénéficiaires pour la durée du séjour. S'il y a un accord entre les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution et les projets, les frais visés au point a), 7°, 8° et/ou 9° peuvent être mis partiellement à charge du patient.

4. Données à collecter

Le projet collecte les données suivantes en vue de leur transmission à l'INAMI par l'autorité compétente :

1° données anonymisées en rapport avec la patientèle :

l'âge;

l'affection dont souffre le bénéficiaire (sur base de la classification ICD-10);

les raisons pour lesquelles ce patient a eu recours au projet de soins palliatifs de jour;

le nombre de jours de présence ainsi que le lieu et la date du décès.

2° données en rapport avec les soins dispensés :

données relatives aux dispensateurs (qualification, ETP) liés aux soins palliatifs et à la concertation menée avec eux au sujet de l'organisation des soins;

données relatives aux prestations qui sont ou qui ne sont pas couvertes par le financement :

- identité du prestataire (nom et numéro Inami si disponible)

- numéro du patient

- date de la prestation

- identification de la prestation (numéro de code de la nomenclature si disponible)

3° données en rapport avec le rôle du projet de jour dans l'offre globale de soins palliatifs (conventions éventuelles de collaboration avec les médecins traitants, les services Sp, les réseaux de soins palliatifs...)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 5173

[2006/204090]

6 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et de l'électricité et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 9, 33, 34, 1°, b, et c;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 9, 32, 2°, 32, 5°, inséré par le décret programme du 18 décembre 2003, 33, 3°, 36, § 1^{er}, 13°, 37 et 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'avis CD-6i26-CWaPE 148 de la CWaPE du 11 octobre 2006;

Vu l'avis n° 57/2006 du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 21 septembre 2006;

Vu l'avis 41.728/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 novembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes;

Considérant que des obligations de service public à caractère social ont été imposées par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché du gaz et de l'électricité, aux gestionnaires de réseaux de distribution et aux fournisseurs afin de concilier les impératifs de libéralisation des marchés de l'énergie avec les impératifs sociaux de protection des consommateurs endettés ou en situation de précarité;

Considérant que lorsqu'un client résidentiel est déclaré en défaut de paiement, ces arrêtés prévoient une procédure spécifique basée, notamment, sur le placement de compteurs à budget;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz a repris, dans l'attente des compteurs à budget gaz, les dispositions transitoires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Considérant le retard annoncé de l'arrivée des compteurs à budget gaz qui ne devraient être disponibles qu'en 2008;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 a fixé l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité au 1^{er} janvier 2007;

Considérant que des modifications ponctuelles mais néanmoins urgentes de ces dispositions transitoires dans le marché du gaz doivent être effectuées afin de rencontrer les difficultés découlant de l'application de ces dispositions par les acteurs de terrain et les conséquences inopportunes de leur application au 1^{er} janvier 2007 à savoir, notamment, une augmentation sensible du nombre de coupures de fourniture de gaz des clients résidentiels, une charge financière importante pour les fournisseurs vu leur obligation d'attendre l'avis des commissions locales de coupure avant de pouvoir procéder à la coupure, un engorgement de ces commissions vu le passage obligé des clients résidentiels en défaut de paiement auprès de celles-ci,...

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure a institué le cadre juridique de ces commissions locales d'avis de coupure uniquement dans le marché de l'électricité;

Considérant qu'il convient également de fixer rapidement le cadre juridique des commissions locales d'avis de coupure dans le marché du gaz;

Considérant que le présent avant-projet d'arrêté a pour objectif de pallier les problèmes évoqués par le secteur tout en garantissant l'application d'une procédure équitable pour les clients résidentiels en défaut de paiement;

Considérant qu'il est essentiel que les clients résidentiels, les secteurs social et énergétique puissent prendre connaissance de ces modifications législatives avant l'ouverture des marchés de l'énergie au 1^{er} janvier 2007 et idéalement avant le début de la période hivernale fixée légalement au 15 novembre;

Considérant qu'il est, dès lors, important que cet arrêté soit publié le plus rapidement possible;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz*

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, est complété comme suit :

« L'existence, le placement ou l'activation d'un compteur à budget ne peuvent en aucun cas constituer un motif autorisant une cessation de fourniture, un refus de fourniture, l'imposition de garanties bancaires ou autres sûretés ou encore des conditions de fourniture moins favorables de celles appliquées en l'absence de compteurs à budget. »

Art. 2. Le point 2^o de l'alinéa 1^{er} de l'article 13 du même arrêté est supprimé.

Art. 3. L'article 14 du même arrêté est supprimé.

Art. 4. Le § 2 de l'article 31 du même arrêté est remplacé comme suit :

« § 2. La demande pour bénéficier du statut de client protégé doit être renouvelée chaque année. »

Art. 5. Une nouvelle section 3 est insérée dans le chapitre III du même arrêté libellée comme suit :

« Section 3. — En matière d'information et de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables ».

Art. 6. Un article 29bis est inséré dans la nouvelle section 3 du même arrêté, libellé comme suit :

« Art. 29bis. Les gestionnaires de réseaux de distribution sont tenus :

1^o de diffuser tout document déterminé par le Ministre, relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie;

2^o d'octroyer toute prime visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables, conformément au programme d'actions visé à l'article 37 du décret.

Le Ministre détermine les modalités et la procédure d'octroi de la prime visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

Le remboursement des primes est pris en charge par le Fonds Energie. »

Art. 7. L'article 30 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 30. § 1^{er}. Conformément à l'article 9 du décret, le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à fournir du gaz au tarif social au client protégé.

A cette fin, le client protégé adresse une demande écrite au gestionnaire du réseau de distribution auquel le client est raccordé.

Dès réception de cette demande, et, sans préjudice des dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire dudit réseau est tenu de fournir le client protégé :

1^o lorsque le client protégé qui n'est pas en défaut de paiement, n'a pas opté pour un autre fournisseur et tant qu'il a la qualité de client protégé en vertu de l'article 2, 19^o, du décret;

2^o tant que le client protégé qui est en défaut de paiement, n'a pas apuré ses dettes liées à sa consommation de gaz.

§ 2. Dans cette hypothèse, le gestionnaire de réseau de distribution est considéré comme fournisseur du client protégé. »

Art. 8. Le § 1^{er} de l'article 31 du même arrêté est complété comme suit :

« Lorsque le client protégé est alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution et qu'il conclut un contrat avec un fournisseur de son choix, le gestionnaire de réseau de distribution transmet, conformément aux dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, au fournisseur choisi par le client protégé, la preuve du statut du client protégé. »

Art. 9. A l'article 33 du même arrêté les mots "et qu'un compteur à budget lui sera placé d'office" sont supprimés.

Art. 10. Un nouvel article 33bis est ajouté à la section 3 du même arrêté et rédigé comme suit :

« Art.33bis. Lorsqu'un client est considéré comme en défaut de paiement, un compteur à budget lui est placé d'office. »

Art. 11. L'alinéa suivant est ajouté à l'article 34, § 4, du même arrêté :

« Si le refus de placement du compteur à budget est totalement indépendant de la volonté du client, il en apporte la preuve par recommandé au gestionnaire de réseau, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'action sociale.

Le gestionnaire de réseau est tenu de rétablir la fourniture et de placer le compteur à budget dans les dix jours de la réception du courrier recommandé.

Dans ce cas, les frais de suspension et de rétablissement de la fourniture sont à charge du gestionnaire de réseau de distribution. »

Art. 12. L'article 45 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 45. § 1^{er}. Tant que les dispositions de la section III du chapitre IV et des articles 17 et 33bis du présent arrêté ne sont pas entrées en vigueur, le présent article est applicable.

§ 2. Conformément à l'article 9 du décret, le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à fournir du gaz au tarif social au client protégé.

A cette fin, le client protégé, ou lorsque celui-ci est en défaut de paiement, son fournisseur, adresse une demande écrite au gestionnaire du réseau de distribution auquel le client est raccordé.

Dès réception de cette demande, et, sans préjudice des dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire dudit réseau est tenu de fournir le client protégé :

1° lorsque le client protégé qui n'est pas en défaut de paiement, n'a pas opté pour un autre fournisseur et tant qu'il a la qualité de client protégé en vertu de l'article 2, 19°, du décret;

2° tant que le client protégé qui est en défaut de paiement, n'a pas apuré ses dettes liées à sa consommation de gaz.

Dans cette hypothèse, le gestionnaire de réseau de distribution est considéré comme fournisseur du client protégé.

§ 3. Lorsqu'un client résidentiel est déclaré en défaut de paiement et, n'est à ce moment pas qualifié de client protégé, le fournisseur lui adresse un courrier précisant la procédure de suspension de la fourniture de gaz.

Le courrier comprend au moins les mentions suivantes :

1° la liste explicite des catégories de clients pouvant bénéficier de la qualité de client protégé;

2° les modèles ou, le cas échéant, la mention des documents à introduire pour être reconnu client protégé;

3° le délai endéans lequel le client doit fournir la preuve de sa qualité de client protégé; ce délai ne peut être inférieur à trente jours calendriers;

4° les conséquences, telles que visées au § 4, découlant du fait que le client n'a pas acquitté le montant de la facture ou n'a pas fourni la preuve de sa qualité de client protégé à l'échéance prévue.

§ 4. Si après l'écoulement du délai visé au § 3, 3°, le client résidentiel n'a pas acquitté le montant de la facture ou reste en défaut de fournir la preuve de sa qualité de client protégé, le fournisseur adresse, conformément aux dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, au gestionnaire de réseau, une demande de suspension de la fourniture de gaz de ce client.

Le gestionnaire de réseau de distribution informe le client résidentiel de la date à laquelle il sera procédé à la suspension de la fourniture de gaz. Cette suspension intervient dans les trente jours de la demande de coupure. Passé ce délai, le gestionnaire de réseau de distribution assume la fourniture du client jusqu'à la date effective de coupure.

Si dans le délai visé au § 3, 3°, le client résidentiel fournit la preuve de sa qualité de client protégé, le fournisseur en avertit, conformément aux dispositions techniques pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire de réseau et lui demande de fournir ce client à dater de la réception de cette information et en informe simultanément le client protégé.

§ 5. Aucune suspension de la fourniture de gaz ne peut intervenir entre le 15 novembre et le 15 mars. Si des conditions climatiques particulières le justifient, le Ministre peut étendre cette période.

Les fournitures comptabilisées au cours de la période du 15 novembre au 15 mars restent à charge du client.

§ 6. Par dérogation au § 3, lorsqu'un client résidentiel non protégé est déclaré en défaut de paiement pendant la période d'interdiction de suspension de la fourniture visée au § 5 et que son contrat de fourniture de gaz vient à échéance durant cette même période, le gestionnaire de réseau de distribution est chargé, conformément à l'article 32, 2°, du décret, de fournir ce client jusqu'à la fin de la période d'interdiction de suspension de la fourniture susvisée. A cet effet, le fournisseur avertit le gestionnaire de réseau de distribution conformément aux dispositions techniques pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'informations.

Les fournitures comptabilisées au cours de cette période restent à charge du client résidentiel.

§ 7. Lorsqu'un client protégé est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur informe, conformément aux dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire de réseau de la situation de défaut de paiement du client protégé. L'échange d'information comprend, notamment, la transmission, par le fournisseur au gestionnaire de réseau de la preuve du statut de client protégé.

A partir de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire de réseau de distribution fournit le client protégé.

La facture que le gestionnaire de réseau de distribution adresse au client reprend les mentions suivantes :

1° la date d'échéance de paiement qui ne peut être inférieure à quinze jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dette agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit le recours à la commission.

Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture ou conclu un plan de paiement avec le service compétent du gestionnaire de réseau de distribution à l'échéance prévue à l'alinéa 3, 1^o, le gestionnaire de réseau de distribution lui adresse une mise en demeure.

Ce courrier l'informe qu'à défaut de solution proposée dans les quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, la commission sera saisie du dossier.

Le gestionnaire de réseau de distribution ne peut suspendre la fourniture de gaz au client protégé avant d'avoir pris connaissance de la décision de suspension de la fourniture de gaz prise par la commission.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

Art. 13. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité est complété comme suit :

« L'existence, le placement ou l'activation d'un compteur à budget ne peuvent en aucun cas constituer un motif autorisant une cessation de fourniture, un refus de fourniture, l'imposition de garanties bancaires ou autres sûretés ou encore des conditions de fourniture moins favorables de celles appliquées en l'absence de compteurs à budget. »

Art. 14. Le point 2^o de l'alinéa 1^{er} de l'article 13 du même arrêté est supprimé.

Art. 15. L'article 14 du même arrêté est supprimé.

Art. 16. Une nouvelle section 4 est insérée dans le chapitre III du même arrêté libellée comme suit :

« Section 4. — En matière d'information et de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables ».

Art. 17. Un article 25*bis* est inséré dans la nouvelle section 4 du même arrêté, libellé comme suit :

« Art. 25*bis*. Les gestionnaires de réseaux de distribution sont tenus :

1^o de diffuser tout document déterminé par le Ministre, relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie;

2^o d'octroyer toute prime visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables, conformément au programme d'actions visé à l'article 37 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Le Ministre détermine les modalités et la procédure d'octroi de la prime visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

Le remboursement des primes est pris en charge par le Fonds Energie. »

Art. 18. L'article 26 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. 26. Conformément à l'article 9 du décret, le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à fournir de l'électricité au tarif social au client protégé.

A cette fin, le client protégé adresse une demande écrite au gestionnaire du réseau de distribution auquel le client est raccordé.

Dès réception de cette demande, et, sans préjudice des dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire dudit réseau est tenu de fournir le client protégé :

1^o lorsque le client protégé qui n'est pas en défaut de paiement, n'a pas opté pour un autre fournisseur et tant qu'il a la qualité de client protégé en vertu de l'article 2, 21^o du décret;

2^o tant que le client protégé qui est en défaut de paiement, n'a pas apuré ses dettes liées à sa consommation d'électricité.

§ 2. Dans cette hypothèse, le gestionnaire de réseau de distribution est considéré comme fournisseur du client protégé. »

Art. 19. L'article 27 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o le § 1^{er} est complété comme suit :

« Lorsque le client protégé est alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution et qu'il conclut un contrat avec un fournisseur de son choix, le gestionnaire de réseau de distribution transmet, conformément aux dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, au fournisseur choisi par le client protégé, la preuve du statut du client protégé. »

2^o le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La demande pour bénéficier du statut de client protégé doit être renouvelée chaque année. »

Art. 20. L'alinéa suivant est ajouté à l'article 31, § 4, du même arrêté :

« Si le refus de placement du compteur à budget est totalement indépendant de la volonté du client, il en apporte la preuve par recommandé au gestionnaire de réseau, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'action sociale.

Le gestionnaire de réseau est tenu de rétablir la fourniture et de placer le compteur à budget dans les 10 jours de la réception du courrier. Dans ce cas, les frais de suspension et de rétablissement de la fourniture sont à charge du gestionnaire de réseau de distribution. »

Art. 21. L'alinéa 2 de l'article 39 du même arrêté est complété par ce qui suit :

« L'échange d'information comprend, notamment, la transmission, par le fournisseur au gestionnaire de réseau de la preuve du statut de client protégé. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure*

Art. 22. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure, ci-après l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "gaz" est inséré au point 1° dans l'expression à définir;

2° un point 1°bis est ajouté rédigé comme suit :

« 1°bis. "décret électricité" : décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité »;

3° le mot "gaz" est inséré au point 2° *in fine*;

4° les points 3° et 4° sont supprimés;

5° il est ajouté un point 4°bis rédigé comme suit :

« 4°bis "guidance sociale énergétique" : guidance telle que définie à l'article 2, 21° du décret gaz.

Art. 23. L'article 2, alinéa 2, du même arrêté est remplacé comme suit :

« Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel du centre public d'action sociale. Sauf si cette fonction est assurée par le représentant assurant la guidance sociale énergétique, le secrétaire de la commission n'a pas voix délibérative. La convocation des membres de la commission et des clients aux réunions est assurée par le président de la commission.

La rédaction du rapport de réunion et la notification de la décision de la Commission sont assurées respectivement par le secrétariat et par le président de la commission.

Après concertation avec un organe représentatif des centres publics d'action sociale et les gestionnaires de réseaux, la CWaPE propose au Ministre un modèle du rapport de réunion ».

Art. 24. Le chapitre III du même arrêté est modifié comme suit :

« Chapitre III. — En matière de fourniture d'électricité ».

Art. 25. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "suite à la procédure visée à l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité" sont remplacés par les mots suivants : "conformément à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité";

2° à l'alinéa 2, les mots "l'abonné" sont remplacés par les mots "le client";

3° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, le président convoque par courrier une réunion de la commission et joint à ce courrier la demande du gestionnaire de réseau et les annexes aux membres de la commission. Dans le même délai, la convocation et l'annexe sont également adressées par courrier au client protégé en défaut récurrent de paiement. Le président précise la procédure et invite le client à faire usage de son droit d'être entendu, de se faire assister ou représenter par la personne de son choix. La réunion a lieu dans les trente jours ouvrables de la saisine.

Toutefois, dans la mesure où le nombre de dossiers introduits porte la fréquence mensuelle moyenne à plus de 15 saisines par jour ouvrable, le président peut déroger à ce délai qui ne peut cependant pas excéder cinquante jours ouvrables. Dans le même délai, la convocation et l'annexe sont également adressées par courrier au client protégé en défaut récurrent de paiement. Parallèlement, l'assistant(e) social(e) en charge de la guidance énergétique met tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné dans les meilleurs délais. »

Art. 26. A l'article 5 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "dans les vingt jours de l'envoi de la convocation visée à l'article 4" sont remplacés par les mots "dans les trente-cinq jours de la saisine";

2° l'alinéa 2 est complété par les mots suivants : "La commission statue valablement si le client ne s'est pas présenté à la date fixée dans la convocation";

3° l'alinéa 3 est modifié comme suit : "Le rapport de réunion est rédigé en séance et est signé par toutes les parties présentes";

4° l'alinéa 4 est modifié comme suit : "La décision est notifiée au client, au centre public d'action sociale et au gestionnaire de réseau de distribution, par le président, dans les sept jours ouvrables".

Art. 27. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} du § 1^{er}, est modifié comme suit :

« Si la commission remet un avis favorable à la suspension de la fourniture minimale garantie, celle-ci peut survenir au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la Commission. Le client protégé est informé de la date de suspension au moyen d'un courrier ordinaire qui précise que le client a la possibilité de bénéficier d'électricité moyennant approvisionnement de sa carte de pré-paiement et mentionne les lieux d'alimentation de sa carte. »

2° l'alinéa 1^{er} du § 2 est supprimé;

3° l'alinéa 3 du § 2 est modifié comme suit :

« la décision est transmise dans un délai de sept jours ouvrables par le président au client protégé, au centre public d'action sociale et au gestionnaire de réseau de distribution »;

4° à l'alinéa 1^{er} du § 3, le mot "sociale" est inséré entre les mots "guidance" et "énergétique".

5° l'alinéa 2 du § 3 est supprimé.

Art. 28. Il est inséré un nouveau chapitre IV après l'article 6, intitulé comme suit :

« Chapitre IV. — En matière de fourniture de gaz »

Art. 29. Un article *6bis* est ajouté au même arrêté rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. La commission se réunit à la demande du gestionnaire de réseau soit en application de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz soit en application de l'article 45 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz.

La demande est adressée par courrier au président de la commission de la commune dans laquelle le client est domicilié.

Elle est accompagnée d'une note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non-paiement a été entièrement appliquée. Un relevé des consommations et des dettes liées à la fourniture est également annexé à la demande. Lorsque le gestionnaire de réseau a été amené à délivrer une ou plusieurs cartes d'alimentation, il joint une note justifiant le calcul des kWh octroyés.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, le président convoque par courrier une réunion de la commission et joint à ce courrier la demande du gestionnaire de réseau et les annexes aux membres de la commission. Dans le même délai, la convocation et l'annexe sont également envoyées par courrier au client protégé en défaut de paiement. Le président précise la procédure et invite le client à faire usage de son droit d'être entendu, de se faire assister ou représenter par la personne de son choix.

La réunion a lieu dans les trente jours ouvrables de la saisine.

Toutefois, dans la mesure où le nombre de dossiers introduits porte la fréquence mensuelle moyenne à plus de 15 saisines par jour ouvrable, le président peut déroger à ce délai qui ne peut cependant pas excéder cinquante jours ouvrables. Dans le même délai, la convocation et l'annexe sont également adressées par courrier au client protégé en défaut de paiement.

Dans les 10 jours de la réception de la convocation, le gestionnaire de réseau effectue un relevé de compteur chez le client protégé sauf si un relevé a été effectué dans les trois mois qui précèdent; en cas d'absence du client, le gestionnaire de réseau laisse un avis de passage confirmant au client la date à laquelle la réunion de la commission est prévue. L'avis de passage comprend les mêmes informations que celles mentionnées dans la convocation envoyée par le président.

Parallèlement l'assistant(e) social(e) en charge de la guidance sociale énergétique met tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné dans les meilleurs délais.

Art. 30. Un article *6ter*, rédigé comme suit, est ajouté au même arrêté :

« Art. *6ter* : La commission évalue les difficultés sociales et financières de ce client et apprécie si le client a cherché une solution à ses difficultés de paiement. Sur base de cette analyse, la commission rend sa décision dans les trente-cinq jours de la saisine.

En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante. La commission statue valablement si le client ne s'est pas présenté à la date fixée dans la convocation.

Le rapport de réunion est rédigé en séance et est signé par toutes les parties présentes.

La décision est notifiée au client, au centre public d'action sociale et au gestionnaire de réseau de distribution par le président de la commission dans les sept jours ouvrables ».

Art. 31. Un article *6quater*, rédigé comme suit, est ajouté au même arrêté :

« Art. *6quater*. § 1^{er}. Si la Commission remet un avis favorable à la suspension de la fourniture, celle-ci peut survenir au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la Commission. Le client protégé est informé de la date de la suspension de la fourniture par le gestionnaire de réseau, au moyen d'un courrier ordinaire.

§ 2. Si la Commission remet un avis défavorable à la suspension de la fourniture, celui-ci sera accompagné d'une proposition déterminant les échéances et le fractionnement des créances à rembourser par le client protégé. Celui-ci doit s'engager à respecter ce plan de remboursement. Une demande est également adressée au C.P.A.S. d'assurer une guidance sociale énergétique du client, conformément à l'article 45 du décret organisant le marché régional du gaz. Si les modalités d'une guidance sociale énergétique ont déjà été déterminées avec le client lors des contacts préalables, celles-ci sont reprises in extenso dans la décision de la Commission.

Si le client protégé ne s'engage pas à respecter le plan de remboursement ou ne respecte pas son engagement, la suspension de fourniture pourra être effective.

A cette fin, le gestionnaire de réseau de distribution adresse un courrier au client protégé l'informant de la date de la suspension de fourniture. La suspension ne peut survenir avant un délai de cinq jours à dater de cette notification.

Lorsque la commission statue en application de l'article 40, alinéa 3 de l'arrêté du gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, un rapport circonstancié est demandé au gestionnaire de réseau; ce rapport comprend au moins la consommation du client protégé pendant les trois dernières années et les données permettant d'évaluer le volume de gaz à mettre à disposition du client protégé.

§ 3. Le gestionnaire de réseau introduit à la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie une demande visant à obtenir la prise en charge du montant évalué à 70 % du coût de la fourniture de gaz octroyée au client protégé pendant la période située entre le 15 novembre et le 15 mars telle que décidée par la commission. Celle-ci est accompagnée de la décision de la commission locale d'avis de coupure, des documents permettant de déterminer le montant à prendre en charge par le fonds ainsi que les coordonnées du gestionnaire de réseau. Ces documents sont certifiés sincères et véritables et sont signés par les parties concernées.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 33. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 5173

[2006/204090]

6. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und im Elektrizitätsmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 9, 33, 34, 1^o, b und c;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 9, 32, 2^o, 32, 5^o, eingefügt durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003, 33, 3^o, 36, § 1, 13^o, 37 und 46;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

Aufgrund des am 11. Oktober 2006 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne pour l'énergie" ("CWaPE") (Wallonische Kommission für Energie) CD-6i26-CWaPE 148;

Aufgrund des am 21. September 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) Nr. 57/2006;

Aufgrund des am 29. November 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1, 2^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat innerhalb eines Zeitraums, der fünf Werktage nicht überschreitet, abgegebenen Gutachtens 41.728/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit, die auf folgenden Überlegungen beruht;

In der Erwägung, dass den Betreibern von Verteilernetzen und den Strom- und Gasversorgern durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und im Elektrizitätsmarkt die Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen sozialer Art auferlegt worden ist, um die Anforderungen der Liberalisierung der Energiemärkte und die sozialen Anforderungen des Schutzes von verschuldeten oder in prekären Verhältnissen lebenden Verbrauchern aufeinander abzustimmen;

In der Erwägung, dass kraft dieser Erlasse ein spezifisches Verfahren vorgesehen wird, wenn ein Haushaltskunde für in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird; dass dieses Verfahren insbesondere die Installation von Budgetzählern mit sich zieht;

In der Erwägung, dass die Übergangsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt in Erwartung der Budgetzähler für Gas im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt übernommen worden sind;

In Erwägung der angekündigten Verzögerung betreffend die Budgetzähler für Gas, die erst ab 2008 verfügbar sein würden;

In der Erwägung, dass die vollständige Öffnung des Gas- und Elektrizitätsmarkts gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005 am 1. Januar 2007 stattfinden wird;

In der Erwägung, dass einige einzelne, jedoch dringende Änderungen dieser Übergangsbestimmungen für den Gasmarkt vorzunehmen sind, um den Schwierigkeiten, die sich aus der Anwendung dieser Bestimmungen durch die beteiligten Akteure ergeben, sowie den unerwünschten Folgen ihrer Anwendung ab dem 1. Januar 2007 abzuwehren; diese unerwünschten Folgen sind u.a. eine nicht geringe Erhöhung der Anzahl Gassperrungen bei Haushaltskunden, eine erhebliche finanzielle Last für die Gasversorger wegen der Pflicht, das Gutachten der lokalen Sperrungskommissionen abzuwarten, bevor die Sperrung vorgenommen werden kann, eine Übersättigung dieser Kommissionen wegen der Pflicht für in Zahlungsverzug befindliche Haushaltskunden, sich zunächst an diese Kommissionen zu wenden,...

In Erwägung der Tatsache, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung nur auf dem Elektrizitätsmarkt einen rechtlichen Rahmen für diese lokalen Kommissionen für die Begutachtung der Sperrung geschaffen hat;

In Erwägung der Tatsache, dass der rechtliche Rahmen für die lokalen Kommissionen für die Begutachtung der Sperrung auf dem Gasmarkt ebenfalls schnellstmöglich festgelegt werden muss;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass zum Zweck hat, den vom Sektor erwähnten Schwierigkeiten abzuwehren, wobei die Durchführung eines gerechten Verfahrens für die in Zahlungsverzug befindlichen Haushaltskunden gewährleistet werden muss;

In der Erwägung, dass es wesentlich ist, dass die Haushaltskunden, der soziale und der Energiesektor von diesen gesetzlichen Änderungen Kenntnis nehmen können, ehe die Energiemärkte am 1. Januar 2007 eröffnet werden, und dies am liebsten vor dem Anfang der Winterperiode, die gesetzmäßig am 15. November beginnt;

In der Erwägung, dass es somit wichtig ist, dass dieser Erlass so bald wie möglich veröffentlicht wird;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt.

Artikel 1 - Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt wird folgendermaßen ergänzt:

«Das Bestehen, die Installation oder Aktivierung eines Budgetzählers dürfen auf keinen Fall einen Grund bilden für die Einstellung oder Ablehnung der Lieferung, die Auferlegung von Bankbürgschaften oder sonstigen Sicherheiten oder aber weniger günstige Lieferbedingungen als diejenigen, die bei Nichtvorhandensein der Budgetzähler angewandt werden.»

Art. 2 - Art. 13 Abs. 1 Nr. 2° desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 3 - Art. 14 desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 4 - Art. 31 § 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 2. Der Antrag zur Erhaltung des Status eines geschützten Kunden muss jedes Jahr erneuert werden.»

Art. 5 - Ein neuer Abschnitt 3 mit folgendem Wortlaut wird in Kapitel III desselben Erlasses eingefügt:

« Abschnitt 3 — Information und Sensibilisierung für eine rationelle Energienutzung und erneuerbare Energien ».

Art. 6 - Ein Artikel 29*bis* mit folgendem Wortlaut wird in den neuen Abschnitt 3 desselben Erlasses eingefügt:

«Art. 29*bis* - Die Betreiber der Verteilernetze sind verpflichtet:

1° jegliches von dem Minister bestimmte Dokument bezüglich der rationellen Energienutzung oder der Liberalisierung des Energiemarktes zu verbreiten;

2° gemäß dem in Artikel 37 des Dekrets erwähnten Aktionsprogramm jegliche Prämie zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung oder Inanspruchnahme erneuerbarer Energien zu gewähren.

Der Minister bestimmt die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der in Absatz 1 2° erwähnten Prämie.

Die Rückzahlung der Prämien wird durch den Energiefonds übernommen»

Art. 7 - Art. 30 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 30 - § 1 - In Übereinstimmung mit Art. 9 des Dekrets ist der Betreiber des Verteilernetzes befugt, um dem geschützten Kunden Gas zum Sozialtarif zu liefern.

Hierzu richtet der geschützte Kunde dem Betreiber des Verteilernetzes, an das der Kunde angeschlossen ist, einen schriftlichen Antrag.

Sofort nach Eingang dieses Antrags und unbeschadet der technischen Bestimmungen für den Betrieb des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs ist der Betreiber dieses Netzes verpflichtet, den geschützten Kunden zu beliefern:

1° wenn der nicht in Zahlungsverzug befindliche, geschützte Kunde keinen anderen Versorger gewählt hat und dies solange er die Eigenschaft eines geschützten Kunden kraft Art. 2, 19° des Dekrets hat;

2° solange der in Zahlungsverzug befindliche, geschützte Kunde seine Schulden in Verband mit seinem Gasverbrauch nicht getilgt hat.

§ 2. In dieser Annahme wird der Betreiber des Verteilernetzes als Versorger des geschützten Kunden betrachtet. »

Art. 8 - Art. 31, § 1 desselben Erlasses wird mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn der geschützte Kunde vom Betreiber des Verteilernetzes versorgt wird und einen Vertrag mit einem Versorger seiner Wahl abschließt, übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes dem vom geschützten Kunden gewählten Versorger den Beweis des Status eines geschützten Kunden gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs.»

Art. 9 - In Art. 33 desselben Erlasses wird der Wortlaut "und dass ein Budgetzähler von Amts wegen bei ihm installiert wird" gestrichen.

Art. 10 - Ein wie folgt verfasster neuer Artikel 33*bis* wird dem Abschnitt 3 desselben Erlasses beigefügt:

«Art.33*bis* - Wenn ein Kunde als in Zahlungsverzug befindlich betrachtet wird, wird ein Budgetzähler von Amts wegen bei ihm installiert.»

Art. 11 - Der folgende Absatz wird Artikel 34 § 4 desselben Erlasses beigefügt:

«Wenn die Verweigerung der Installation des Budgetzählers vom Willen des Kunden völlig unabhängig ist, übermittelt dieser dem Netzbetreiber den Beweis dafür per Einschreiben, ggf. über das öffentliche Sozialhilfezentrum.

Der Netzbetreiber ist verpflichtet, innerhalb 10 Tagen nach Erhalt des Einschreibens die Lieferung wiederherzustellen und den Budgetzähler zu installieren.

In diesem Fall gehen die Kosten für die Aussetzung und Wiederherstellung der Lieferung zu Lasten des Betreibers des Verteilernetzes.»

Art. 12 - Art. 45 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 45 - § 1 - Solange die Bestimmungen von Kapitel IV, Abschnitt III und der Artikel 17 und 33*bis* des vorliegenden Erlasses nicht in Kraft getreten sind, ist der vorliegende Artikel anwendbar.

§ 2 - In Übereinstimmung mit Art. 9 des Dekrets ist der Betreiber des Verteilernetzes dazu ermächtigt, dem geschützten Kunden Gas zum Sozialtarif zu liefern.

Zu diesem Zweck richtet der geschützte Kunde oder, wenn dieser in Zahlungsverzug befindlich ist, sein Versorger, dem Betreiber des Verteilernetzes, an das der Kunde angeschlossen ist, einen schriftlichen Antrag.

Sofort nach Eingang dieses Antrags und unbeschadet der technischen Bestimmungen für den Betrieb des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs ist der Betreiber dieses Netzes verpflichtet, den geschützten Kunden zu beliefern:

1° wenn der nicht in Zahlungsverzug befindliche, geschützte Kunde keinen anderen Versorger gewählt hat und dies solange er die Eigenschaft eines geschützten Kunden kraft Art. 2, 19° des Dekrets hat;

2° solange der in Zahlungsverzug befindliche, geschützte Kunde seine Schulden in Verband mit seinem Gasverbrauch nicht getilgt hat.

In dieser Annahme wird der Betreiber des Verteilernetzes als Versorger des geschützten Kunden betrachtet.

§ 3 - Wenn ein Haushaltskunde als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird und zu diesem Zeitpunkt nicht als geschützter Kunde bezeichnet wird, stellt ihm der Versorger ein Schreiben zu, in dem das Verfahren zur Aussetzung der Gaslieferung mitgeteilt wird.

Das Schreiben beinhaltet mindestens folgende Angaben:

- 1° die genaue Liste der Kategorien von Kunden, die die Eigenschaft eines geschützten Kunden haben können;
- 2° die Muster oder ggf. die Angabe der Dokumente, die eingereicht werden müssen, um als geschützter Kunde anerkannt zu werden;
- 3° die Frist innerhalb deren der Kunde den Beweis seiner Eigenschaft als geschützter Kunde liefern muss; diese Frist darf nicht weniger als 30 Kalendertage betragen;
- 4° die wie in § 4 erwähnten Folgen, die sich aus der Tatsache ergeben, dass der Kunde binnen der vorgesehenen Frist den Betrag der Rechnung nicht beglichen hat, oder den Beweis seiner Eigenschaft als geschützter Kunde nicht erbracht hat.

§ 4 - Wenn der Haushaltskunde nach Ablauf der in § 3, 3° erwähnten Frist den Betrag der Rechnung nicht beglichen hat, oder den Beweis seiner Eigenschaft als geschützter Kunde nicht erbracht hat, übermittelt der Versorger dem Netzbetreiber gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden technischen Bestimmungen für den Betrieb des Verteilernetzes einen Antrag auf Aussetzung der Gaslieferung an diesen Kunden.

Der Betreiber des Verteilernetzes informiert den Haushaltskunden über das Datum, an dem die Aussetzung der Gaslieferung stattfindet. Diese Aussetzung erfolgt innerhalb dreißig Tagen nach dem Antrag auf Sperrung. Nach Ablauf dieser Frist sorgt der Betreiber des Verteilernetzes für die Belieferung des Kunden bis zum tatsächlichen Tag der Sperrung.

Wenn der Haushaltskunde innerhalb der in § 3, 3° erwähnten Frist den Beweis seiner Eigenschaft als geschützter Kunde erbringt, informiert der Versorger den Netzbetreiber darüber gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden technischen Bestimmungen für den Betrieb der Verteilernetze, und stellt ihm den Antrag, diesen Kunden ab dem Eingang dieser Information zu beliefern, worüber er gleichzeitig den geschützten Kunden informiert.

§ 5 - Es darf keine Aussetzung der Gaslieferung zwischen dem 15. November und dem 15. März stattfinden. Der Minister kann diesen Zeitraum erweitern, wenn besondere Witterungsverhältnisse dies rechtfertigen.

Die während des Zeitraums vom 15. November zum 15. März gebuchten Liefermengen bleiben zu Lasten des Kunden.

§ 6 - Wenn ein nicht geschützter Haushaltskunde während des in § 5 erwähnten Zeitraums, in dem die Aussetzung der oben erwähnten Lieferung untersagt ist, als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird und wenn sein Gaslieferungsvertrag während dieses Zeitraums abläuft, ist der Betreiber des Verteilernetzes in Abweichung von § 3 und in Übereinstimmung mit Art. 32, 2° des Dekrets damit beauftragt, den Kunden bis zum Ende des in § 5 erwähnten Zeitraums, in dem die Aussetzung der oben erwähnten Lieferung untersagt ist, zu beliefern. Zu diesem Zweck benachrichtigt der Versorger den Betreiber des Verteilernetzes über diese Lage gemäß den technischen Bestimmungen für den Betrieb der Verteilernetze bezüglich des Informationsaustauschs.

Die während dieses Zeitraums gebuchten Liefermengen bleiben zu Lasten des Haushaltskunden.

§ 7 - Wenn ein geschützter Kunde als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird, informiert der Versorger den Netzbetreiber über den Zahlungsverzug des geschützten Kunden gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden technischen Bestimmungen für den Betrieb des Verteilernetzes. Der Informationsaustausch beinhaltet insbesondere die Mitteilung durch den Versorger an den Netzbetreiber des Beweises des Status als geschützter Kunde.

Ab dem Eingang der in Absatz 1 erwähnten Information beliefert der Betreiber des Verteilernetzes den geschützten Kunden.

Die vom Betreiber des Verteilernetzes an den Kunden gerichtete Rechnung enthält die folgenden Angaben :

- 1° die Zahlungsfrist, die nicht unter fünfzehn Tagen liegen darf, sowie die Anschrift der für die Ausarbeitung eines Zahlungsplans zuständigen Dienststelle;
- 2° die Möglichkeit der Heranziehung des öffentlichen Sozialhilfeszentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtung;
- 3° das anzuwendende Verfahren, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht die Heranziehung der Kommission vor.

Wenn der Kunde binnen der in Absatz 3 1° erwähnten Frist den Betrag der Rechnung nicht beglichen hat oder keinen Zahlungsplan mit der zuständigen Dienststelle des Betreiber des Verteilernetzes vereinbart hat, stellt der Betreiber des Verteilernetzes ihm eine Mahnung zu.

Durch dieses Schreiben wird ihm mitgeteilt, dass die Kommission mit der Akte befasst wird, falls binnen fünfzehn Tagen nach dem Versand der Mahnung keine Lösung vorgeschlagen wird.

Der Betreiber des Verteilernetzes darf die Gaslieferung an den geschützten Kunden nicht aussetzen, ohne vorher den Beschluss der Kommission zur Aussetzung der Gaslieferung zur Kenntnis genommen zu haben.

KAPITEL II — *Abänderungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt.*

Art. 13 - Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt wird folgendermaßen ergänzt:

«Das Bestehen, die Installation oder Aktivierung eines Budgetzählers dürfen auf keinen Fall einen Grund bilden für die Einstellung oder Ablehnung der Lieferung, die Auferlegung von Bankbürgschaften oder sonstigen Sicherheiten oder aber weniger günstige Lieferbedingungen als diejenigen, die bei Nichtvorhandensein der Budgetzähler angewandt werden.»

Art. 14 - Art. 13 Abs. 1 2° desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 15 - Art. 14 desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 16 - Ein neuer Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut wird in Kapitel III desselben Erlasses eingefügt:

«Abschnitt 4 — Information und Sensibilisierung für eine rationelle Energienutzung und erneuerbare Energien».

Art. 17 - Ein Artikel 25bis mit folgendem Wortlaut wird in den neuen Abschnitt 4 desselben Erlasses eingefügt:

«Art. 25bis - Die Betreiber der Verteilernetze sind verpflichtet:

- 1° jegliches von dem Minister bestimmte Dokument bezüglich der rationellen Energienutzung oder der Liberalisierung des Energiemarktes zu verbreiten;

2° gemäß dem in Artikel 37 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnten Aktionsprogramm jegliche Prämie zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung oder Inanspruchnahme erneuerbarer Energien zu gewähren.

Der Minister bestimmt die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der in Absatz 1 2° erwähnten Prämie. Die Rückzahlung der Prämien wird durch den Energiefonds übernommen.»

Art. 18 - Art. 26 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

«Art. 26 - In Übereinstimmung mit Art. 9 des Dekrets ist der Betreiber des Verteilernetzes dazu ermächtigt, dem geschützten Kunden Strom zum Sozialtarif zu liefern.

Hierzu richtet der geschützte Kunde dem Betreiber des Verteilernetzes, an das der Kunde angeschlossen ist, einen schriftlichen Antrag.

Sofort nach Eingang dieses Antrags und unbeschadet der technischen Bestimmungen für den Betrieb des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs ist der Betreiber dieses Netzes verpflichtet, den geschützten Kunden zu beliefern:

1° wenn der nicht in Zahlungsverzug befindliche, geschützte Kunde keinen anderen Versorger gewählt hat und dies solange er die Eigenschaft eines geschützten Kunden kraft Art. 2, 21° des Dekrets hat;

2° solange der in Zahlungsverzug befindliche, geschützte Kunde seine Schulden in Verband mit seinem Stromverbrauch nicht getilgt hat.

§ 2. In dieser Annahme wird der Betreiber des Verteilernetzes als Versorger des geschützten Kunden betrachtet.»

Art. 19 - Artikel 27 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° § 1 wird mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn der geschützte Kunde vom Betreiber des Verteilernetzes versorgt wird und einen Vertrag mit einem Versorger seiner Wahl abschließt, übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes dem vom geschützten Kunden gewählten Versorger den Beweis des Status eines geschützten Kunden gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs.»

2° § 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 2 - Der Antrag zur Erhaltung des Status eines geschützten Kunden muss jedes Jahr erneuert werden.»

Art. 20 - Der folgende Absatz wird Artikel 31 § 4 desselben Erlasses beigelegt:

«Wenn die Verweigerung der Installation des Budgetzählers vom Willen des Kunden völlig unabhängig ist, übermittelt dieser dem Netzbetreiber den Beweis dafür per Einschreiben, ggf. über das öffentliche Sozialhilfezentrum.

Der Netzbetreiber ist verpflichtet, innerhalb 10 Tagen nach Erhalt des Schreibens die Lieferung wiederherzustellen und den Budgetzähler zu installieren. In diesem Fall gehen die Kosten für die Aussetzung und Wiederherstellung der Lieferung zu Lasten des Betreibers des Verteilernetzes.»

Art. 21 - Art. 39, Absatz 2 desselben Erlasses wird mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Informationsaustausch beinhaltet insbesondere die Mitteilung durch den Versorger an den Netzbetreiber des Beweises des Status als geschützter Kunde.»

KAPITEL III — *Abänderungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung.*

Art. 22 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung, nachstehend "der Erlass" genannt, wird folgendermaßen abgeändert:

1° der erste zu definierende Ausdruck unter 1° lautet "Gasdekret" statt "Dekret";

2° eine Nummer 1°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"1°*bis*. "Elektrizitätsdekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts";

3° der Wortlaut "Artikel 46 des Dekrets" wird durch "Artikel 46 des Gasdekrets" ersetzt;

4° die Nummern 3° und 4° werden gelöscht;

5° eine Nummer 4°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"4° *bis* "soziale Energiebetreuung": die Betreuung im Sinne von Artikel 2, 21° des Gasdekrets.

Art. 23 - Artikel 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Das Sekretariat der Kommission wird durch ein Personalmitglied des öffentlichen Sozialhilfezentrums gewährleistet. Der Sekretär der Kommission verfügt über keine beschließende Stimme, außer wenn dieses Amt vom Vertreter, der die soziale Energiebetreuung gewährleistet, wahrgenommen wird. Die Einberufung der Mitglieder der Kommission und der Kunden zu den Versammlungen wird vom Vorsitzenden der Kommission gewährleistet.

Die Verfassung des Versammlungsberichts wird vom Sekretariat und die Übermittlung des Beschlusses der Kommission wird vom Vorsitzenden der Kommission gewährleistet.

Nach einer Konzertierung mit einem die öffentlichen Sozialhilfezentren vertretenden Organ und den Netzbetreibern schlägt die CWaPE dem Minister ein Muster für den Versammlungsbericht vor.»

Art. 24 - Das Kapitel III desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

«Kapitel III — Stromversorgung».

Art. 25 - Art. 4 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "gemäß dem in Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnten Verfahren" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "gemäß Artikel 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt»;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "der Stromabnehmer" durch die Wörter "der Kunde" ersetzt;

3° Absatz 3 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Innerhalb zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags ruft der Vorsitzende per Brief eine Versammlung der Kommission zusammen; diesem Schreiben fügt er den Antrag des Netzbetreibers und die Anlagen zu Händen der Mitglieder der Kommission bei. Binnen der gleichen Frist werden die Einberufung und die Anlage ebenfalls dem wiederholt in Zahlungsverzug befindlichen geschützten Kunden per Brief zugesandt. Der Vorsitzende legt das Verfahren fest und fordert den Kunden auf, von seinem Recht, angehört zu werden, sich von einer frei von ihm gewählten Person unterstützen oder vertreten zu lassen, Gebrauch zu machen. Die Versammlung findet binnen dreißig Werktagen, nachdem die Kommission mit der Akte befasst worden ist, statt.

Wenn die Kommission jedoch im monatlichen Durchschnitt mit mehr als 15 Akten pro Werktag befasst wird, kann der Vorsitzende von dieser Frist abweichen; die Frist darf jedoch nicht mehr als 50 Werktage betragen. Binnen der gleichen Frist werden die Einberufung und die Anlage ebenfalls dem wiederholt in Zahlungsverzug befindlichen geschützten Kunden per Brief zugesandt. Parallel dazu trifft der/die mit der Energiebetreuung beauftragte Sozialassistent/in alle notwendigen Maßnahmen, um mit dem betroffenen Kunden unverzüglich Kontakt aufzunehmen.»

Art. 26 - Art. 5 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "innerhalb von zwanzig Tagen ab der Einsendung der in Artikel 4 erwähnten Vorladung" durch die Wörter "innerhalb 35 Tagen, nachdem sie befasst wurde" ersetzt;

2° Absatz 2 wird mit folgendem Text ergänzt: "Die Beschlüsse der Kommission sind rechtsgültig, wenn der Kunde am in der Einberufung festgelegten Tag nicht vorstellig gewesen ist";

3° Absatz 3 wird folgendermaßen abgeändert: "Der Versammlungsbericht wird während der Versammlung verfasst und von allen anwesenden Parteien unterzeichnet";

4° Absatz 4 wird folgendermaßen abgeändert: "Der Vorsitzende der Kommission stellt den Beschluss binnen sieben Werktagen dem Kunden, dem Sozialhilfzentrum und dem Betreiber des Verteilernetzes zu".

Art. 27 - Art. 6 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° § 1 Absatz 1 wird folgendermaßen abgeändert:

«Wenn die Kommission hinsichtlich der Aussetzung der garantierten minimalen Liefermenge ein günstiges Gutachten abgibt, kann diese frühestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission eintreten. Der geschützte Kunde wird durch ein gewöhnliches Schreiben über das Datum der Aussetzung informiert; in diesem Schreiben wird darauf hingewiesen, dass der Kunde die Möglichkeit hat, Strom zu erhalten, wenn seine Vorauszahlungskarte geladen wird, und werden die Orte, wo diese Karte geladen werden kann, angegeben.»

2° § 2 Absatz 1 wird gestrichen;

3° § 2 Absatz 3 wird folgendermaßen abgeändert:

«der Vorsitzende teilt den Beschluss binnen sieben Werktagen dem geschützten Kunden, dem Sozialhilfzentrum und dem Betreiber des Verteilernetzes zu»;

4° in § 3 Absatz 1 wird das Wort "Energiebetreuung" durch "sozialen Energiebetreuung" ersetzt.

5° § 3 Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 28 - Nach Artikel 6 wird ein neues Kapitel IV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel IV — Gaslieferung»

Art. 29 - Derselbe Erlass wird mit einem Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Art. *6bis* - Die Kommission tritt auf Antrag des Netzbetreibers zusammen, entweder in Anwendung von Art. 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt oder in Anwendung von Art. 45 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt.

Der Antrag wird an den Vorsitzenden der Kommission der Gemeinde, wo der Kunde wohnhaft ist, per Brief gerichtet.

Ihm wird eine begründete Mitteilung beigelegt, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist. Eine Verbrauchserfassung und eine Auflistung der mit der Lieferung verbundenen Schulden wird dem Antrag ebenfalls beigelegt. Wenn der Netzbetreiber dazu gebracht wurde, eine oder mehrere Versorgungskarten auszustellen, fügt er eine Notiz bei, in der die Berechnung der gewährten kWh begründet wird.

Innerhalb zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags ruft der Vorsitzende per Schreiben eine Versammlung der Kommission zusammen; diesem Schreiben fügt er den Antrag des Netzbetreibers und die Anlagen zu Händen der Mitglieder der Kommission bei. Binnen der gleichen Frist werden die Einberufung und die Anlage ebenfalls dem in Zahlungsverzug befindlichen geschützten Kunden per Schreiben zugesandt. Der Vorsitzende legt das Verfahren fest und fordert den Kunden auf, von seinem Recht, angehört zu werden, sich von einer frei von ihm gewählten Person unterstützen oder vertreten zu lassen, Gebrauch zu machen.

Die Versammlung findet binnen dreißig Werktagen, nachdem die Kommission mit der Akte befasst worden ist, statt.

Wenn die Kommission jedoch im monatlichen Durchschnitt mit mehr als 15 Akten pro Werktag befasst wird, kann der Vorsitzende von dieser Frist abweichen; die Frist darf jedoch nicht mehr als 50 Werktage betragen. Binnen der gleichen Frist werden die Einberufung und die Anlage ebenfalls dem in Zahlungsverzug befindlichen geschützten Kunden per Schreiben zugesandt.

Innerhalb 10 Tagen nach dem Eingang der Einberufung führt der Netzbetreiber eine Zählererfassung beim geschützten Kunden durch, außer wenn eine solche Erfassung in den drei vorherigen Monaten stattgefunden hat; bei Abwesenheit des Kunden hinterlässt der Netzbetreiber einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs und zur Bestätigung gegenüber dem Kunden des Datums, an dem die Versammlung der Kommission vorgesehen ist. Der Bescheid zur Beurkundung des Besuchs enthält die gleichen Informationen als diejenigen, die in der vom Vorsitzenden gesandten Einberufung enthalten sind.

Parallel dazu trifft der/die mit der sozialen Energiebetreuung beauftragte Sozialassistent/in alle notwendigen Maßnahmen, um mit dem betroffenen Kunden unverzüglich Kontakt aufzunehmen.

Art. 30 - In denselben Erlass wird ein Artikel *6ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *6ter* - Die Kommission bewertet die sozialen und finanziellen Schwierigkeiten dieses Kunden und ob dieser Kunde nach einer Lösung für seine Zahlungsschwierigkeiten gesucht hat. Die Kommission trifft ihren Beschluss aufgrund dieser Analyse innerhalb 35 Tagen, nachdem sie mit der Akte befasst wurde.

Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend. Die Beschlüsse der Kommission sind rechtsgültig, wenn der Kunde am in der Einberufung festgelegten Tag nicht vorstellig gewesen ist.

Der Versammlungsbericht wird während der Versammlung verfasst und von allen anwesenden Parteien unterzeichnet.

Der Vorsitzende der Kommission stellt den Beschluss binnen sieben Werktagen dem Kunden, dem Sozialhilfzentrum und dem Betreiber des Verteilernetzes zu».

Art. 31 - In denselben Erlass wird ein Artikel *6quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *6quater* - § 1. Wenn die Kommission hinsichtlich der Aussetzung der Lieferung ein günstiges Gutachten abgibt, kann diese frühestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission eintreten. Der Netzbetreiber informiert den geschützten Kunden über das Datum der Aussetzung der Lieferung durch ein gewöhnliches Schreiben.

§ 2. Wenn die Kommission bezüglich der Sperrung ein ungünstiges Gutachten abgibt, muss diesem Gutachten ein Vorschlag beigefügt werden, in dem die Zahlungsfristen und die Teilung der durch den geschützten Kunden zurückzuzahlenden Schuldforderungen festgelegt werden. Dieser muss sich verpflichten, diesen Rückzahlungsplan einzuhalten. Bei dem Ö.S.H.Z. wird ebenfalls ein Antrag gestellt, um die soziale Energiebetreuung des Kunden in Übereinstimmung mit Art. 45 des Dekrets bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wahrzunehmen. Wenn die Durchführungsbestimmungen der sozialen Energiebetreuung während der vorherigen Kontakte mit dem Kunden bereits festgelegt worden sind, werden sie im Beschluss der Kommission ausführlich angegeben.

Wenn der geschützte Kunde sich nicht dazu verpflichtet, den Rückzahlungsplan einzuhalten oder seiner Verpflichtung nicht nachkommt, kann die Aussetzung der Lieferung effektiv werden.

Zu diesem Zweck übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes dem geschützten Kunden ein Schreiben, durch welches er ihn über das Datum der Aussetzung der Lieferung informiert. Die Aussetzung der Lieferung darf nicht vor einer Frist von fünf Tagen ab dieser Zustellung erfolgen.

Wenn die Kommission in Anwendung von Artikel 40 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt einen Beschluss fasst, wird beim Netzbetreiber ein ausführlicher Bericht angefordert; dieser gibt wenigstens den Verbrauch des geschützten Kunden während der letzten drei Jahre an sowie die Daten, anhand deren das Gasvolumen, das dem geschützten Kunden zur Verfügung zu stellen ist, eingeschätzt werden kann.

§ 3. Der Netzbetreiber reicht bei der Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie einen Antrag ein, der darauf abzielt, die Übernahme des Betrags der dem geschützten Kunden während des Zeitraums zwischen dem 15. November und dem 15. März gemäß dem Beschluss der Kommission gewährten Gaslieferung, der auf 70% des Gesamtbetrags der Lieferung geschätzt wird, zu erreichen. Diesem Antrag werden der Beschluss der lokalen Kommission für die Sperrung, die Dokumente, aufgrund derer der vom Fonds zu übernehmende Betrag festgelegt werden kann, sowie die näheren Angaben zum Netzbetreiber beigefügt. Diese Dokumente werden für richtig und wahrheitsgetreu bescheinigt und von den betreffenden Parteien unterzeichnet.»

Art. 32 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 33 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 5173

[2006/204090]

6 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en op de elektriciteitsmarkt en van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 9, 33, 34,1°, b, en c;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 9, 32, 2°, 32, 5°, ingevoegd bij het programmadecreet van 18 december 2003, 33, 3°, 36, § 1, 13°, 37 en 46;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het advies CD-6i26-CWaPE 148 van de CWaPE van 11 oktober 2006;

Gelet op het advies nr. 57/2006 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 21 september 2006;

Gelet op het advies 41.728/4 van de Raad van State, gegeven op 29 november 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, binnen een maximumtermijn van vijf dagen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die gemotiveerd is als volgt;

Overwegende dat de openbare dienstverplichtingen van sociale aard bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en op de elektriciteitsmarkt aan de distributienetbeheerders en de leveranciers opgelegd werden ten einde de eisen inzake de vrijmaking van de energiemarkten te conciliëren met de sociale eisen inzake de bescherming van de verbruikers die in de schulden zitten of in een bestaanonzekerheid leven;

Overwegende dat, wanneer een residentiële afnemer tot wanbetaler verklaard wordt, deze besluiten voorzien in een specifieke procedure die o.a. de plaatsing van budgetmeters betreft;

Overwegende dat in afwachting van de gasbudgetmeters de overgangsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt opgenomen werden in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

Gelet op de aangekondigde vertraging in de levering van de gasbudgetmeters, die pas in 2008 beschikbaar zouden zijn;

Overwegende dat de volledige vrijmaking van de gasmarkt en de elektriciteitsmarkt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005 op 1 januari 2007 is vastgelegd;

Overwegende dat punctuele doch dringende wijzigingen in de overgangsbepalingen betreffende de gasmarkt aangebracht moeten worden om in te spelen op de moeilijkheden die ontstaan uit de toepassing ervan door de terreinactoren en op de ongewenste gevolgen van genoemde toepassing op 1 januari 2007, namelijk, o.a., een aanzienlijke verhoging van het aantal onderbrekingen van gasleveringen aan residentiële afnemers, een zware financiële last voor de leveranciers daar ze verplicht zijn te wachten op het advies van de plaatselijke commissies inzake bericht van onderbreking alvorens tot de onderbreking te mogen overgaan, een opstopping van die commissies te wijten aan het feit dat residentiële afnemers in situatie van wanbetaling zich verplicht tot hen moeten wenden;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking het juridische kader van de plaatselijke commissies inzake bericht van onderbreking alleen voor de elektriciteitsmarkt heeft ingesteld;

Overwegende dat het juridische kader van de plaatselijke commissies inzake bericht van onderbreking zo spoedig mogelijk ook voor de gasmarkt vastgelegd dient te worden;

Overwegende dat dit voorontwerp van besluit tot doel heeft in te spelen op de door de sector aangehaalde problemen en tegelijkertijd de toepassing van een billijke procedure te waarborgen aan de residentiële afnemers die in een situatie van wanbetaling verkeren;

Overwegende dat de residentiële afnemers, alsook de sociale en de energiesector vóór de vrijmaking van de energiemarkten op 1 januari 2007 kennis moeten kunnen nemen van die wetswijzigingen, idealiter vóór het begin van de winterperiode, die wettelijk vastgelegd is op 15 november,

Overwegende dat het derhalve belangrijk is dat dit besluit zo spoedig mogelijk bekendgemaakt wordt;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt*

Artikel 1. Artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt wordt aangevuld als volgt :

« Het bestaan, de plaatsing of de activering van een budgetmeter mag in geen geval aanleiding geven tot de stopzetting van de levering, tot een weigering van levering, tot de oplegging van bankgaranties of andere waarborgen of leveringsvoorwaarden die niet zo gunstig zijn als degene die toegepast worden als er geen sprake is van budgetmeter. »

Art. 2. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt punt 2^o geschrapt.

Art. 3. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. § 2 van artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. De aanvraag om in aanmerking te komen voor het statuut van beschermde afnemer wordt jaarlijks hernieuwd. »

Art. 5. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een nieuwe afdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 3. — Informatie en bewustmaking inzake rationeel energiegebruik en hernieuwbare energieën ».

Art. 6. In de nieuwe afdeling 3 van hetzelfde besluit wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29bis : De distributienetbeheerders zijn verplicht :

1^o elk door de Minister aangegeven document in omloop te brengen i.v.m. rationeel energiegebruik of de vrijmaking van de energiemarkt;

1^o de diffuser tout document déterminé par le Ministre, relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie;

2^o elke premie toe te kennen met het oog op de bevordering van rationeel energiegebruik of de aanwending van hernieuwbare energieën, overeenkomstig het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van het decreet.

De Minister bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de premie bedoeld in het eerste lid, 2^o.

De terugbetaling van de premies wordt gedragen door het Energiefonds.

Art. 7. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet mag de distributienetbeheerder gas tegen het sociaal tarief leveren aan de beschermde afnemer.

Daartoe richt de beschermde afnemer een geschreven aanvraag aan de beheerder van het distributienet waarop hij aangesloten is.

Na ontvangst van de aanvraag is de netbeheerder verplicht aan de afnemer te leveren, onverminderd de technische bepalingen voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling :

1° als de beschermde afnemer die niet in situatie van wanbetaling verkeert, niet de voorkeur heeft gegeven aan een andere leverancier en zolang hij de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft krachtens artikel 2, 19°, van het decreet;

2° zolang de beschermde afnemer die in situatie van wanbetaling verkeert zijn schulden inzake gasverbruik niet heeft betaald.

§ 2. In dat geval wordt de distributienetbeheerder beschouwd als de leverancier van de beschermde afnemer. »

Art. 8. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt § 1 aangevuld als volgt :

« Als de beschermde afnemer door de distributienetbeheerder bevoorraad wordt en een contract afsluit met een leverancier van zijn keuze, bezorgt de distributienetbeheerder laatstgenoemde het bewijs van het statuut van beschermde afnemer overeenkomstig de technische bepalingen van het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling. »

Art. 9. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden "en dat ambtshalve een budgetmeter bij hem geplaatst zal worden" geschrapt.

Art. 10. Afdeling 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw artikel *33bis*, luidend als volgt :

« Art.33bis. Wanneer een afnemer als wanbetaler wordt beschouwd, wordt ambtshalve een budgetmeter bij hem geplaatst.

Art. 11. Artikel 34, § 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als de weigering tot plaatsing van de budgetmeter volkomen onafhankelijk is van de wil van de afnemer, levert laatstgenoemde aan de netbeheerder het bewijs daarvan bij aangetekend schrijven, eventueel via het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De netbeheerder moet de levering hervatten en de budgetmeter plaatsen binnen 10 dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven.

In dat geval zijn de kosten van de schorsing en de hervatting van de levering voor rekening van de distributienetbeheerder. » .

Art. 12. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 45. § 1. Dit artikel is van toepassing zolang de bepalingen van afdeling III van hoofdstuk IV en de artikelen 17 en *33bis* van dit besluit niet in werking zijn getreden.

Overeenkomstig artikel 9 van het decreet mag de distributienetbeheerder gas tegen het sociaal tarief leveren aan de beschermde afnemer.

Daartoe richt de beschermde afnemer of zijn leverancier als de afnemer in situatie van wanbetaling verkeert, een geschreven aanvraag aan de beheerder van het distributienet waarop hij aangesloten is.

Na ontvangst van de aanvraag is de netbeheerder verplicht aan de afnemer te leveren, onverminderd de technische bepalingen voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling :

1° als de beschermde afnemer die niet in situatie van wanbetaling verkeert niet de voorkeur heeft gegeven aan een andere leverancier en zolang hij de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft krachtens artikel 2, 19°, van het decreet;

2° zolang de beschermde afnemer die in situatie van wanbetaling verkeert zijn schulden inzake gasverbruik niet heeft betaald.

In dat geval wordt de distributienetbeheerder beschouwd als de leverancier van de beschermde afnemer.

§ 3. Als een residentiële afnemer tot wanbetaler wordt verklaard en dan niet als beschermde afnemer wordt beschouwd, stuurt de leverancier hem een schrijven waarin de procedure voor de schorsing van de gaslevering nader bepaald wordt.

Het schrijven bevat op zijn minst de volgende gegevens :

1° de expliciete lijst van de categorieën afnemers die voor de hoedanigheid van beschermde afnemer in aanmerking kunnen komen;

2° de modellen of, in voorkomend geval, de opsomming van de documenten die ingediend moeten worden om als beschermde afnemer erkend te worden;

3° de termijn waarbinnen de afnemer het bewijs van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer moet leveren, waarbij die termijn niet korter mag zijn dan 30 kalenderdagen;

4° de gevolgen, zoals bedoeld in § 4, die voortvloeien uit het feit dat de afnemer het bedrag van de factuur niet heeft vereffend of het bewijs niet heeft geleverd dat hij op de voorziene vervaldatum de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft.

§ 4. Als de residentiële afnemer na afloop van de termijn bedoeld in § 3, 3°, het bedrag van de factuur niet heeft betaald of het bewijs van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer niet heeft overgelegd, richt de leverancier aan de netbeheerder, overeenkomstig de technische bepalingen voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling, een verzoek om schorsing van de gaslevering aan deze afnemer.

De distributienetbeheer geeft de residentiële afnemer kennis van de datum waarop de gaslevering geschorst wordt. De schorsing vindt plaats binnen 30 dagen na het verzoek om onderbreking. Na afloop van die termijn zorgt de distributienetbeheerder voor de levering aan de afnemer tot aan de effectieve datum van onderbreking.

Als de residentiële afnemer na afloop van de termijn bedoeld in § 3, 3°, het bewijs van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer levert, verwittigt de leverancier de netbeheerder, overeenkomstig de technische bepalingen voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling, verzoekt hij hem om levering aan die afnemer vanaf de datum van ontvangst van die informatie en geeft hij tegelijkertijd de beschermde afnemer kennis daarvan.

§ 5. De gaslevering mag niet geschorst worden tussen 15 november en 15 maart. De Minister kan die periode verlengen als bijzondere weersomstandigheden het rechtvaardigen.

De leveringen die tussen 15 november en 15 maart geboekt worden blijven voor rekening van de afnemer.

§ 6. Als een onbeschermde residentiële afnemer tot wanbetaler verklaard wordt gedurende de periode waarin het verboden is de levering te schorsen, zoals bedoeld in § 5, en als zijn gasleveringscontract in de loop van dezelfde periode vervalt, wordt de distributienetbeheerder, in afwijking van § 3 en overeenkomstig artikel 32, 2°, van het decreet, ermee belast aan de afnemer te leveren tot het einde van bovenbedoelde periode. Daartoe verwittigt de leverancier de distributienetbeheerder overeenkomstig de technische bepalingen voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling :

De leveringen geboekt in de loop van die periode blijven voor rekening van de residentiële afnemer .

§ 7. Als een beschermde afnemer tot wanbetaler verklaard wordt, brengt de leverancier de netbeheerder daarvan op de hoogte overeenkomstig de technische bepalingen voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling : Informatie-uitwisseling houdt o.a. in dat de leverancier het bewijs van het statuut van beschermde afnemer aan de netbeheerder overmaakt.

Na ontvangst van de informatie bedoeld in het eerste lid, levert de distributienetbeheerder aan de beschermde afnemer.

De factuur die de distributienetbeheerder aan de afnemer richt bevat de volgende gegevens :

1° de betalingstermijn (minstens vijftien dagen), alsook het adres en verdere gegevens betreffende zijn dienst die bevoegd is om een afbetalingsplan uit te werken;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende deze instellingen;

3° de gevolgde procedure als de afnemer geen oplossing voorstelt i.v.m. de betaling van bedoelde factuur; volgens deze procedure kan een beroep ingesteld worden bij de commissie.

Als de afnemer op de vervaldatum bedoeld in het derde lid, 1°, het bedrag van de factuur niet betaald heeft of geen afbetalingsplan overeengekomen is met de bevoegde dienst van de distributienetbeheerder, stuurt deze laatste hem een ingebrekestelling.

In dat schrijven wordt hij erop gewezen dat het dossier bij de commissie aanhangig gemaakt zal worden als er geen oplossing wordt voorgesteld binnen vijftien dagen na de verzending van de ingebrekestelling.

De distributienetbeheerder mag de gaslevering aan de beschermde afnemer niet schorsen alvorens kennis te hebben genomen van de door de commissie genomen beslissing tot schorsing van de gaslevering. »

HOOFDTUK II. — *Bepalingen houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt*

Art. 13. Artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt wordt aangevuld als volgt :

« Het bestaan, de plaatsing of de activering van een budgetmeter mag in geen geval aanleiding geven tot de stopzetting van de levering, tot een weigering van levering, tot de oplegging van bankgaranties of andere waarborgen of leveringsvoorwaarden die niet zo gunstig zijn als degene die toegepast worden als er geen sprake is van een budgetmeter. »

Art. 14. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt punt 2° geschrapt.

Art. 15. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 16. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een nieuwe afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 4. — Informatie en bewustmaking inzake rationeel energiegebruik en hernieuwbare energieën »

Art. 17. In de nieuwe afdeling 4 van hetzelfde besluit wordt een artikel art. 25bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 25bis. De distributienetbeheerders zijn verplicht :

1° elk door de Minister aangegeven document in omloop te brengen i.v.m. rationeel energiegebruik of de vrijmaking van de energiemarkt;

2° elke premie toe te kennen met het oog op de bevordering van rationeel energiegebruik of de aanwending van hernieuwbare energieën, overeenkomstig het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van het decreet 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

De Minister bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de premie bedoeld in het eerste lid, 2°.

De terugbetaling van de premies wordt gedragen door het Energiefonds. »

Art. 18. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 26. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet mag de distributienetbeheerder elektriciteit tegen het sociaal tarief leveren aan de beschermde afnemer.

Daartoe richt de beschermde afnemer een geschreven aanvraag aan de beheerder van het distributienet waarop hij aangesloten is.

Na ontvangst van de aanvraag is de netbeheerder verplicht aan de afnemer te leveren, onverminderd de technische bepalingen voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling :

1° als de beschermde afnemer die niet in situatie van wanbetaling verkeert niet de voorkeur heeft gegeven aan een andere leverancier en zolang hij de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft krachtens artikel 2, 21°, van het decreet;

2° zolang de beschermde afnemer die in situatie van wanbetaling verkeert zijn schulden inzake elektriciteitsverbruik niet heeft betaald.

§ 2. In dat geval wordt de distributienetbeheerder beschouwd als de leverancier van de beschermde afnemer. »

Art. 19. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« Als de beschermde afnemer door de distributienetbeheerder bevoorrad wordt en een contract afsluit met een leverancier van zijn keuze, bezorgt de distributienetbeheerder de door de beschermde afnemer gekozen leverancier het bewijs van het statuut van de beschermde afnemer overeenkomstig de technische bepalingen voor het distributienet-beheer betreffende informatie-uitwisseling :

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

§ 2. Het verzoek om voor het statuut van beschermde afnemer in aanmerking te komen wordt jaarlijks hernieuwd. »

Art. 20. Artikel 31, § 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als de weigering tot plaatsing van de budgetmeter volkomen onafhankelijk is van de wil van de afnemer, levert laatstgenoemde het bewijs daarvan bij aangetekend schrijven aan de netbeheerder, eventueel via het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De netbeheerder moet de levering hervatten en de budgetmeter plaatsen binnen tien dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven. In dat geval zijn de kosten van de schorsing en de hervatting van de levering voor rekening van de distributienetbeheerder. »

Art. 21. In artikel 39 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« Informatie-uitwisseling houdt o.a. in dat de leverancier het bewijs van het statuut van beschermde afnemer aan de netbeheerder overmaakt. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking*

Art. 22. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, hierna het besluit genoemd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° wordt het woord "decreet" vervangen door het woord "gasdecreet";

2° er wordt een artikel 1°bis toegevoegd, luidend als volgt :

« 1°bis. "elektriciteitsdecreet": het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

3° in punt 2° wordt het woord "decreet" vervangen door het woord "gasdecreet";

4° de punten 3° en 4° worden geschrapt;

5° er wordt een artikel 4°bis toegevoegd, luidend als volgt :

« 4°bis "Sociale begeleiding inzake energie": begeleiding zoals bedoeld in artikel 2, 21°, van het gasdecreet. »

Art. 23. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een personeelslid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. De secretaris van de commissie is niet stemgerechtigd, behalve als deze functie waargenomen wordt door de vertegenwoordiger die instaat voor de sociale begeleiding inzake energie. De commissieleden en de afnemers worden door de voorzitter van de commissie opgeroepen om de vergaderingen bij te wonen.

Het verslag van de vergadering wordt door het secretariaat opgesteld terwijl de beslissing van de commissie door de commissievoorzitter wordt meegedeeld .

Na overleg met de representatieve organen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de netbeheerders, legt de CWaPE een model van vergaderingsverslag over aan de Minister.

Art. 24. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Hoofdstuk III. — Elektricitetslevering »

Art. 25. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "naar aanleiding van de procedure bedoeld in artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt" vervangen als volgt : "overeenkomstig artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt";

2° in het tweede lid wordt het woord "abonnee" vervangen door het woord "afnemer";

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag roept de voorzitter per post een vergadering van de commissie bijeen en laat hij zijn brief vergezeld gaan van het verzoek en de bijlagen die de netbeheerder aan de commissieleden richt. Binnen dezelfde termijn worden de oproeping en de bijlage ook per post gericht aan de beschermde afnemer die herhaaldelijk in situatie van wanbetaling verkeert. De voorzitter verduidelijkt de procedure en verzoekt de afnemer erom gebruik te maken van zijn recht om gehoord te worden of om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze. De vergadering vindt plaats binnen 30 werkdagen na de aanhangigmaking.

De voorzitter mag echter afwijken van die maximumtermijn van 50 werkdagen voor zover het aantal ingediende dossiers overeenstemt met een gemiddelde maandelijkse frequentie van meer dan 15 aanhangigmakingen per werkdag. Binnen dezelfde termijn worden de oproeping en de bijlage ook per post gericht aan de beschermde afnemer die herhaaldelijk in situatie van wanbetaling verkeert. Daarnaast neemt de maatschappelijk assistent(e) die instaat voor de sociale begeleiding inzake energie zo spoedig mogelijk contact op met betrokken afnemer. »

Art. 26. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "binnen twintig dagen na verzending van de oproep bedoeld in artikel 4" vervangen door de woorden "binnen 35 dagen na de aanhangigmaking";

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende woorden : "De commissie beslist op geldige wijze als de afnemer zich niet heeft gemeld op de datum die in de oproeping vastligt";

3° het derde lid wordt gewijzigd als volgt : "Het verslag van de vergadering wordt tijdens de zitting opgesteld en wordt door alle aanwezige partijen ondertekend";

4° het vierde lid wordt gewijzigd als volgt : "De beslissing wordt binnen zeven werkdagen door de voorzitter meegedeeld aan de afnemer, aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de distributienetbeheerder".

Art. 27. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid van § 1 wordt gewijzigd als volgt :

« Als de commissie een advies uitbrengt ten gunste van de schorsing van de gewaarborgde minimumlevering, mag de schorsing ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het advies van de commissie ingaan. De schorsingsdatum wordt aan de beschermde afnemer meegedeeld d.m.v. een gewoon schrijven waarin hij gewezen wordt op de mogelijkheid om elektriciteit te verkrijgen door zijn prepaykaart te laden en op de plaatsen waar zijn kaart geladen kan worden. »

2° het eerste lid van § 2 wordt geschrapt;

3° het derde lid van § 2 wordt gewijzigd als volgt :

"De beslissing wordt binnen zeven werkdagen door de voorzitter meegedeeld aan de beschermde afnemer, aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de distributienetbeheerder";

4° in het eerste lid van § 3 worden de woorden "energetische begeleiding" vervangen door de woorden "sociale begeleiding inzake energie";

5° het tweede lid van § 3 wordt geschrapt.

Art. 28. Artikel 6 wordt aangevuld met nieuw hoofdstuk IV, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IV. — Gaslevering »

Art. 29. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *6bis*, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. De commissie vergadert op verzoek van de netbeheerder, hetzij overeenkomstig artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, hetzij overeenkomstig artikel 45 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt.

Het verzoek wordt per post gericht aan de voorzitter van de commissie van de gemeente waar de afnemer woonachtig is.

Het gaat vergezeld van een bewijsstuk waaruit blijkt dat de procedure volledig is toegepast in geval van niet betaling. Bij het verzoek wordt ook een lijst gevoegd met de verbruiken en de schulden i.v.m. de levering. Als de netbeheerder ertoe gebracht wordt één of meer bevoorradingskaarten af te geven, voegt hij een nota bij met het bewijs van de berekening van de toegekende kwu.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van het verzoek roept de voorzitter per post een vergadering van de commissie bijeen en laat hij zijn brief vergezeld gaan van het verzoek en de bijlagen die de netbeheerder aan de commissieleden richt. De oproeping en de bijlage worden binnen dezelfde termijn ook per post gestuurd naar de beschermde afnemer die in situatie van wanbetaling verkeert. De voorzitter verduidelijkt de procedure en verzoekt de afnemer erom gebruik te maken van zijn recht om gehoord te worden of om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze.

De vergadering vindt plaats binnen 30 werkdagen na de aanhangigmaking.

De voorzitter mag echter afwijken van die maximumtermijn van 50 werkdagen voor zover het aantal ingediende dossiers overeenstemt met een gemiddelde maandelijkse frequentie van meer dan 15 aanhangigmakingen per werkdag. Binnen dezelfde termijn worden de oproeping en de bijlage ook per post gericht aan de beschermde afnemer die herhaaldelijk in situatie van wanbetaling verkeert.

Binnen 10 dagen na ontvangst van de oproeping voert de netbeheerder een meting van de teller uit bij de beschermde afnemer, behalve wanneer een meting uitgevoerd werd binnen de drie voorafgaande maanden; bij afwezigheid van de afnemer, laat de netbeheerder een bericht achter waarin de datum van de vergadering van de commissie wordt bevestigd. Het bericht bevat dezelfde informatie als in de oproeping die de voorzitter toestuurde.

Daarnaast neemt de maatschappelijk assistent(e) die instaat voor de sociale begeleiding inzake energie zo spoedig mogelijk contact op met betrokken afnemer. » .

Art. 30. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *6ter*, luidend als volgt :

« Art. *6ter* : De commissie evalueert de sociale en financiële moeilijkheden van de afnemer en oordeelt of hij een oplossing voor zijn betalingsmoeilijkheden heeft gezocht. Op basis van deze analyse spreekt de commissie zich uit binnen 35 dagen na de aanhangigmaking.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend . De commissie beslist op geldige wijze als de afnemer zich niet heeft gemeld op de datum die in de oproeping vastligt.

Het verslag van de vergadering wordt tijdens de zitting opgesteld en wordt door alle aanwezige partijen ondertekend.

De beslissing wordt binnen zeven werkdagen door de voorzitter van de commissie meegedeeld aan de afnemer, aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de distributienetbeheerder ».

Art. 31. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *6quater*, luidend als volgt :

« Art. *6quater*. § 1. Als de commissie advies uitbrengt ten gunste van de schorsing van de levering, mag de schorsing ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het advies van de commissie ingaan. De beschermde afnemer wordt in een gewoon schrijven door de netbeheerder op de hoogte gebracht van de schorsing van de levering.

§ 2. Als de commissie een advies uitbrengt dat de schorsing van de levering ongunstig is, gaat het vergezeld van een voorstel tot vastlegging van de vervaldata en de opsplitsing van de door de beschermde afnemer terug te betalen schulden. De beschermde afnemer verbindt zich tot de naleving van het terugbetalingsplan. Het Ocmw wordt erom verzocht de afnemer een sociale begeleiding inzake energie te waarborgen, overeenkomstig artikel 45 van het decreet houdende organisatie van de gewestelijke gasmarkt. Als de modaliteiten voor een sociale begeleiding inzake energie al tijdens voorafgaande contacten met de afnemer zijn vastgelegd, worden ze onverkort in de beslissing van de commissie opgenomen.

Als de beschermde afnemer zich niet verbindt tot naleving van het afbetalingsplan of zijn verbintenis niet nakomt, kan de levering daadwerkelijk geschorst worden.

Daartoe richt de distributienetbeheerder een schrijven aan de beschermde afnemer waarin hij hem de datum van de schorsing van de levering meedeelt. De schorsing mag niet ingaan vóór een termijn van vijf dagen vanaf de datum van de kennisgeving.

Als de commissie zich uitsprekt overeenkomstig artikel 40, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, wordt de netbeheerder verzocht om een omstandig verslag; dat verslag bevat op zijn minst het verbruik van de beschermde afnemer gedurende de drie laatste jaren en de gegevens op grond waarvan de ter beschikking van de beschermde afnemer te stellen hoeveelheid gas geraamd kan worden.

§ 3. De netbeheerder dient een verzoek in bij de Afdeling Energie van het Directoraat generaal Technologieën, Onderzoek en Energie met het oog op de overname van het bedrag dat geschat wordt op 70 % van de prijs van de gaslevering toegestaan aan de beschermde afnemer tijdens de periode tussen 15 november en 15 maart, zoals beslist door de commissie. Het verzoek gaat vergezeld van de beslissing van de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, van de stukken op grond waarvan het door het fonds over te nemen bedrag bepaald kan worden, alsook de personalia van de netbeheerder. Deze stukken worden oprecht en echt verklaard en door betrokken partijen ondertekend. »

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 33. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 5174 (2006 — 4962)

[2006/204099]

23 NOVEMBRE 2006. — Décret portant modification du Code wallon du Logement. — Erratum

L'article 20 du décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 11 décembre 2006, à la page 68859, doit se lire comme suit :

« Art. 20. L'article 16 du présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement. »

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 5174 (2006 — 4962)

[2006/204099]

23. NOVEMBER 2006 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches. — Erratum

Art. 20 des vorerwähnten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Dezember 2006 auf Seite 68859 veröffentlichten Dekrets ist wie folgt zu lesen:

« Art. 20 - Der Artikel 16 des vorliegenden Dekrets tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft. »

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 5174 (2006 — 4962)

[2006/204099]

23 NOVEMBER 2006. — Decreet tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode. — Erratum

Artikel 20 van bovenvermeld decreet, bekendgemaakt op blz. 68859 van het *Belgisch Staatsblad* van 11 december 2006 dient als volgt te worden gelezen :

« Art. 20. Artikel 16 van dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum. »